

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 04 au 10 décembre 2025

Le Bundestag a adopté le vendredi 5 décembre un vaste ensemble de réformes visant à renforcer le système de retraite allemand. La mesure centrale est la « ligne de stabilisation » du niveau des retraites, qui garantit jusqu'en 2031 un niveau minimum de 48 % du salaire moyen, assurant ainsi que les retraites suivent l'évolution des salaires. Cette garantie coûtera à l'État environ 122 milliards d'euros d'ici 2039. La réforme inclut également la « Mütterrente III » (retraite des mères), qui étend à trois ans la prise en compte des périodes d'éducation des enfants nés avant 1992, offrant ainsi une augmentation mensuelle d'environ 20 euros par enfant pour près de dix millions de parents. L'entrée en vigueur est prévue début 2027. Pour encourager le travail après l'âge légal de la retraite, la « Aktivrente » (retraite active) prévoit l'exonération d'impôt sur les revenus jusqu'à 2 000 euros par mois dès 2026, sans progressivité. Le dispositif de retraite professionnelle sera élargi, notamment grâce à des modèles basés sur les partenariats sociaux et à une simplification de l'épargne salariale automatique.

Le Bundestag allemand a adopté le projet du ministre de la Défense, Boris Pistorius (SPD), qui instaure un nouveau service militaire. Ce dispositif prévoit une conscription obligatoire pour tous les jeunes hommes de 18 ans, avec un recensement et un questionnaire sur leur intérêt pour le service, le service actif restant volontaire. Si les objectifs de recrutement ne sont pas atteints, le Parlement pourra ultérieurement décider d'un service partiel obligatoire. Boris Pistorius et les représentants de la CDU/CSU ont défendu ce modèle volontaire, soulignant que la mesure n'est pas contraignante, mais vise à rendre le service plus attractif. Les Verts, la Gauche et l'AfD ont rejeté le projet pour diverses raisons : exclusion des femmes et des personnes plus âgées, crainte d'une réintroduction déguisée de la conscription. Des manifestations étudiantes et des « grèves scolaires » ont eu lieu en signe de protestation.

Thorsten Frei (CDU), le chef de cabinet du chancelier allemand, a annoncé à la télévision une réforme rapide du Bürgergeld, qui vise à remplacer cette aide sociale par une nouvelle sécurité de base avant Noël. La réforme inclurait des règles révisées en matière de disponibilité à l'emploi, ainsi que la réduction ou la suppression des périodes de carence, conformément aux propositions de la ministre du Travail, Bärbel Bas, du partenaire de coalition SPD. Le Bürgergeld concerne environ 5,3 millions de personnes, dont plus de la moitié des bénéficiaires en âge de travailler ne sont pas au chômage, mais reçoivent cette aide pour compléter de faibles revenus, suivre une formation ou s'occuper de proches. Auparavant, Frei avait critiqué certaines déclarations de la ministre du Travail lors d'un congrès de la jeunesse social-démocrate, qu'il a jugées peu respectueuses envers les employeurs et les partenaires sociaux, insistant sur l'importance du dialogue et de la coopération.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Johann Wadephul, a conclu sa visite en Chine en mettant en avant les possibilités d'un « échange concret » avec Pékin, malgré les différends commerciaux persistants. À Guangzhou, il a souligné que la Chine et l'Allemagne partageaient un intérêt pour un dialogue sérieux, et que la coopération économique et politique devait être renforcée. Wadephul a précisé qu'aucune concession n'avait été

obtenue de la part chinoise, mais que le contact resterait actif. Il a visité plusieurs entreprises allemandes implantées en Chine, dont Herrenknecht, spécialiste des tunneliers, et WeRide, fournisseur de technologies pour la conduite autonome. Pékin a récemment proposé des licences générales pour l'exportation de terres rares, essentielles pour l'industrie allemande, notamment l'automobile. Ces matériaux sont cruciaux, mais la Chine en contrôle 70 % de l'extraction et 90 % du traitement, créant une relation commerciale asymétrique. Wadephul a également préparé la future visite du chancelier Friedrich Merz, insistant sur l'importance stratégique des relations avec la Chine. Les experts rappellent que l'Europe dispose d'un levier via son marché, mais que le rapport de force reste favorable à Pékin. Wadephul a réaffirmé l'engagement de l'Allemagne pour un commerce mondial libre et équitable.

Lors de son premier voyage au Moyen-Orient, le chancelier fédéral Merz a rencontré le Premier ministre israélien Netanyahu. Merz s'est montré optimiste et a déclaré qu'une paix durable était possible malgré des revers dans le cessez-le-feu. Il a réaffirmé le soutien de l'Allemagne à Israël et plaidé pour une solution à deux États obtenue par des négociations. Netanyahu a de nouveau rejeté l'idée d'un État palestinien indépendant, invoquant des préoccupations de sécurité. Merz a reconnu un « dilemme », car la guerre à Gaza a récemment pesé sur les relations bilatérales, notamment en raison des critiques allemandes à l'égard de la conduite militaire d'Israël. À Yad Vashem, il a rappelé la responsabilité historique de l'Allemagne envers Israël.

Plusieurs députés du Bundestag appartenant à l'AfD se rendent aux États-Unis afin de renforcer leurs contacts avec les Républicains et l'entourage du président Donald Trump. Markus Frohnmaier, vice-président du groupe parlementaire et porte-parole pour les affaires étrangères, rencontrera à Washington, avec sa collègue Anna Rathert, la représentante républicaine Anna Paulina Luna. D'autres entretiens avec des représentants du département d'État américain sont également envisagés. Ce week-end, au moins huit députés de l'AfD prévoient aussi de participer au gala du New York Young Republican Club, un important événement de réseautage des Républicains. Plusieurs responsables de l'AfD, dont Kay Gottschalk et Beatrix von Storch, se sont déjà rendus récemment aux États-Unis.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Le ministre des Affaires Etrangères **Johann Wadephul** souhaite que son portrait soit désormais affiché dans toutes les ambassades et consulats allemands, aux côtés de celui du président fédéral. Plus de 200 représentations à l'étranger exposent déjà les symboles de l'État, comme le blason au Bundesadler et la photo de l'actuel président Frank-Walter Steinmeier. L'ajout du portrait du ministre vise à renforcer le lien entre la centrale à Berlin et les équipes diplomatiques réparties dans le monde. Selon le ministère, Wadephul souhaite rappeler que les services intérieurs et extérieurs forment un seul et même ensemble, travaillant de manière coordonnée au service des intérêts allemands. Le portrait doit devenir le symbole de cette cohésion et d'un sentiment d'appartenance partagé. Une pratique similaire existe déjà au ministère de la Défense, où la photo du ministre en fonction est affichée dans toutes les installations de la Bundeswehr.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

30 %



Le nombre de femmes occupant une chaire de professeur en Allemagne continue de progresser : fin 2024, elles représentaient **30 %** du corps professoral, soit plus du double du taux enregistré en 2004 (14 %). Au total, on comptait environ 52 100 professeurs et professeures à temps plein dans les universités allemandes. Malgré cette hausse, un schéma clair persiste : plus on avance dans la carrière universitaire, plus la proportion de femmes diminue. Elles sont majoritaires parmi les nouveaux étudiants (52 %) ainsi que parmi les diplômés de 2024 sans doctorat (53 %). Toutefois, leur part tombe à 46 % au niveau des doctorats et à seulement 36 % pour les habilitations, étape préalable à une carrière de professeure. Les différences entre disciplines sont également marquées. Les femmes sont proportionnellement les plus nombreuses dans les sciences humaines (44 %) et les sciences artistiques (39 %). En revanche, les ingénieries restent nettement dominées par les hommes, avec seulement 17 % de femmes parmi les professeurs.